

A qui profite la crise ?

● Si l'on tient compte des récentes décisions des treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) lors de leur réunion de Caracas, le prix du pétrole brut a doublé en un an, passant de treize dollars le baril (environ 420 F la tonne) à vingt-sept dollars (810 F la tonne) (1). Augmentation considérable qui incite à se poser un certain nombre de questions.

D'abord, la question de la responsabilité. N'est-ce pas l'occasion de ressortir du placard le vieil adage latin : « *Hic fecit qui prodest* » (l'a fait, celui à qui cela rapporte) ?

A qui cela rapporte ? Aux pays exportateurs, bien sûr, mais aussi aux compagnies pétrolières, qui ont largement profité de la vague de hausses du premier semestre de l'année : bénéfices en hausse de 118 % pour Exxon (ESSO) au troi-

sième trimestre, de 93 % pour BP (neuf premiers mois), de 612 % pour la CFP (Total) (six premiers mois) ! De là à conclure qu'elles ont poussé à la hausse, voire qu'elles en sont responsables, il n'y a qu'un pas.

Un rythme intenable

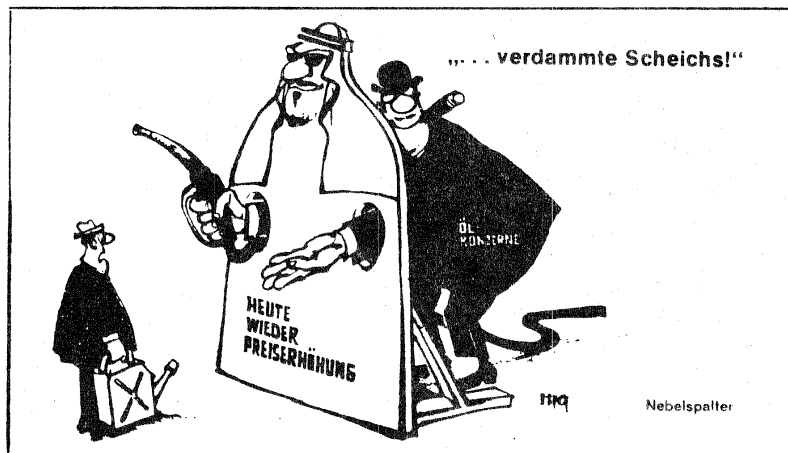
Oh ! certes, les compagnies pétrolières ne sont pas des enfants de chœur. Il est incontestable qu'elles empochent actuellement une fraction non négligeable de la rente pétrolière. Pourtant, on n'a jamais vu un cartel, aussi homogène qu'il soit, imposer durablement une évolution des prix à la hausse si le marché lui-même n'est pas orienté dans le même sens. Autrement dit, même en l'absence de compagnies pétrolières, même en l'absence d'OPEP, il est fort probable que

le prix du brut augmenterait aujourd'hui dans des proportions analogues.

Quelques chiffres permettront aisément de le comprendre. En 1960, le monde non communiste a consommé un peu moins de 2 milliards de tonnes de pétrole ou leur équivalent (2). En 1976, la consommation énergétique était passée à un peu plus de 4,5 milliards de TEP (tonnes équivalent pétrole). Mais les 3/4 environ de cette augmentation considérable de consommation ont été fournis par le pétrole (en France : 85 %) ! En moins de deux décennies, le pétrole est devenu le support essentiel de notre production... et de notre mode de vie.

Or ce rythme n'est pas tenable. En 1977 et en 1978, les compagnies pétrolières n'ont trouvé que 4 milliards de tonnes de réserves nouvelles, alors qu'elles ont pompé 6 milliards de tonnes.

Le fond du problème est là : le pétrole n'est plus en mesure d'assurer la satisfaction de besoins énergétiques croissant rapidement. La hausse des prix est rendue inévitable du fait de notre voracité, et non en raison de quelque complot, occulte ou non. Certes, le spectre de la pénurie d'énergie n'est qu'imaginaire : mais les prix continueront à monter jusqu'au point où les nouvelles sources d'énergie rendues nécessaires par notre boulimie énergétique deviendront exploitables (35 dollars le baril, au moins, pour le pétrole extrait des schistes bitumeux, dont les ressources potentiel-



les sont de l'ordre de 400 milliards de tonnes).

A moins que, sagement, nous ayons compris qu'un mode de vie moins « énergivore » était souhaitable, pour préserver l'avenir.

La responsabilité américaine n'est cependant pas négligeable, dans cette affaire. Les Etats-Unis, avec 1760 millions de TEP (1976), sont le plus gros consommateur mondial d'énergie. Jusqu'en 1971, ils étaient auto-suffisants. Depuis, ils n'ont cessé d'importer des quantités croissantes de pétrole : 425 millions de tonnes en 1978 (presque autant que leur propre production — 485 millions de tonnes —, qui les situe pourtant au 2^e rang mondial).

La boulimie américaine

Cette année, leurs importations ont encore augmenté, non pas tant pour satisfaire une demande croissante (le pétrole de l'Alaska y a pourvu) que pour constituer des stocks stratégiques. D'où la poussée des prix, notamment sur le marché libre de Rotterdam, poussée qui est à l'origine immédiate des récentes hausses : quand certains n'hésitent pas à acheter à 40 dollars ce qui en vaut officiellement 13, c'est que le prix officiel est inférieur à ce qu'il devrait être.

D'une certaine manière, c'est la boulimie américaine qui a déclenché la nouvelle vague de hausses. Il est clair que les Etats-Unis ne pourront pas longtemps continuer à consommer 30 % de l'énergie mondiale à eux seuls. Et chaque citoyen américain ne pourra pas long-

temps continuer à consommer 8,2 TEP par an (3,5 en France) : c'est la compatibilité même d'un mode de vie avec un monde d'énergie chère qui est en cause. Mais jusqu'à présent, les Américains font comme si de rien n'était, et le Sénat repousse une des rares initiatives intéressantes du président Carter : le plan de limitation de la croissance énergétique.

Il est vrai que la ponction américaine sur l'énergie mondiale est d'autant plus aisée qu'elle s'appuie sur un impérialisme monétaire qui a fait ses preuves : quoi de plus simple, pour les Etats-Unis, que de payer avec des dollars qu'ils émettent ? Au moins, ils n'ont pas le mal de devoir les gagner en exportant leurs propres productions.

Et si cette inflation de papier crée (ou alimente) l'inflation monétaire mondiale, qui s'en plaindrait ? Pas les pays industrialisés, en tout cas, dont la facture pétrolière s'allège au fur et à mesure que le dollar baisse : en 1978, le prix du brut a baissé de 6 % en francs (alors qu'il montait en dollars).

On comprend que les pays exportateurs aient voulu mettre un holà à cette forme silencieuse de « rattrapage ». Ainsi, l'inflation mondiale alimente la hausse des prix du pétrole de même qu'en retour, la hausse du prix de l'énergie provoque un regain d'inflation : le cercle vicieux est bouclé.

La forte hausse de Caracas nous enlève désormais tout espoir de « rattraper », par l'inflation, les hausses que les pays exportateurs de pétrole nous imposent. Au fond, c'est une bonne chose, car nous sommes contraints maintenant de nous attaquer enfin aux

Übermacht der Multis

Während die Exxon-Corporation — mit der bundesrepublikanischen Tochter Esso — für das Jahr 1979 einen Umsatz von 140 Milliarden US-Dollar feiert, und somit General-Motors an der Spitze der umsatzstärksten Konzerne der Welt ablöst, verzeichnen die meisten Länder der Dritten Welt ein Bruttosozialprodukt, welches sogar geringer ist als der Gewinn dieses Konzerns. Denn mehr als 80 Entwicklungsländer, darunter auch erdölexportierende Staaten, erwirtschafteten ein Bruttosozialprodukt, das weniger als sieben Milliarden US-Dollar (das ist der Gewinn von Exxon) betrug. Die Zahlen machen auf erschreckende Weise deutlich, wie die finanzielle Macht auf dieser Welt verteilt ist. Auf dem Hintergrund dieser Kräfteverhältnisse bekommen Drohungen der Industrieländer — wie die der „Ölfelderbesetzung“ — ein erschreckendes Gewicht. Von „gegenseitiger Abhängigkeit“ zu sprechen, zwischen Industrie- und Entwicklungsländer, stellt die Realität auf den Kopf. Es wird sehr viel über Wachstumsraten bei der Weltbevölkerung diskutiert, aber viel zu wenig über die Wachstumsraten der Konzerne: Allein Exxon hat in den letzten vier Jahren den Umsatz vervierfacht. Dieser Gigantismus bedeutet eine Bedrohung für die Menschen in der Dritten Welt wie für uns. Es ist höchste Zeit diese Machtkonzentration als ernste Gefahr zu erkennen.

Siegfried Pater

in: Publik-Forum Nr. 4/80

vraies solutions : consommer moins d'énergie. Un jour viendra, sans doute, où nous remercierons les pays de l'OPEP de nous avoir contraints à la sagesse.

Denis CLERC

(1) Il s'agit du prix d'enlèvement du pétrole qualité « Arabie saoudite léger ».
(2) Pour pouvoir comparer les différentes sources d'énergie, on les ramène à une unité commune : la tonne d'équivalent-pétrole (TEP)

TC
hebdo
n° 1